

## Questions orales

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le député, si je comprends bien ce qu'il a dit, ne parle pas de mes réponses, mais de ce qu'il appelle la teneur de mes réponses. J'ai dit que nous agirions pour le bien des agriculteurs et c'est ce que nous ferons. Le ministre de l'Agriculture annoncera, la semaine prochaine au plus tard, cette très bénéfique initiative.

**M. Broadbent:** Il n'a pas dit qu'ils allaient avoir l'argent.

**Une voix:** Arrêtez de souffler.

**M. Broadbent:** Allez expliquer cela dans l'Ouest.

**Une voix:** M. Devine a dit «cette année».

**M. Broadbent:** Rappelez-vous Pembina et ce qui est arrivé à Edmonton.

**M. Clark (Yellowhead):** Envoyez Shirley Carr à Edmonton.

**M. Broadbent:** Allez expliquer cela dans l'Ouest, cette fin de semaine.

**M. Gauthier:** Sortez régler vos comptes à l'extérieur.

**Une voix:** Il n'aime pas que l'on donne de l'argent aux agriculteurs.

**M. Clark (Yellowhead):** A qui voulez-vous qu'il aille, sinon aux agriculteurs?

**M. le Président:** Le député de Regina-Ouest.

## LA DATE DES PAIEMENTS

**M. Les Benjamin (Regina-Ouest):** Monsieur le Président, pour que nous comprenions bien ce que l'on nous dit depuis le 6 octobre—et il y a eu beaucoup de déclarations cette année—j'aimerais que le premier ministre nous dise si les agriculteurs vont réellement recevoir l'argent dans la présente année financière.

**M. Nystrom:** Oui ou non.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** J'ai déjà répondu à cela plusieurs fois. Pour une raison quelconque, mon collègue d'Oshawa et son lieutenant pour le Québec, qui habite Aylmer, s'énervent . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** . . . lorsque nous prenons d'importantes initiatives destinées à aider les agriculteurs de l'Ouest. Le spectacle que donnent les néo-démocrates, qui essaient de créer des diversions, m'attriste et consterne les agriculteurs de l'Ouest. Nous avons annoncé une importante initiative et elle sera mise en oeuvre conformément à la déclaration que j'ai faite à la Chambre.

**M. le Président:** Le député de Papineau.

**M. Ouellet:** Monsieur le Président, à voir les conservateurs et les néo-démocrates se quereller aujourd'hui, ils ne se disputent pas la troisième place au Québec seulement mais dans tout le Canada.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Sortez et finissez-en. Continuons.

\* \* \*

[Français]

## LES COALITIONS

## LES COMPAGNIES AÉRIENNES—LES FUSIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. André Ouellet (Papineau):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Est-ce que le ministre sait que depuis moins de deux ans déjà sept fusions importantes ont eu lieu dans le domaine des compagnies aériennes, et la dernière, l'achat de CP Air par la Pacific Western Airlines constitue probablement la plus importante fusion dans l'histoire des compagnies aériennes? Est-ce que le ministre a l'intention d'intervenir ou s'il va demander au Directeur des enquêtes sur les coalitions de comparaître devant la Commission canadienne des transports pour défendre les intérêts des consommateurs et probablement empêcher que cette fusion ne se fasse?

[Traduction]

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, comme le député le sait, en vertu de la nouvelle Loi sur la concurrence adoptée en juin dernier, le directeur des enquêtes et recherches a le mandat d'examiner tous les fusionnements pour évaluer leurs effets sur la concurrence au pays. Je sais que le directeur et ses fonctionnaires examinent en ce moment la question soulevée par le député.

[Français]

## LE CONTRÔLE À 90 P. 100 DU MARCHÉ PAR DEUX GRANDES COMPAGNIES AÉRIENNES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. André Ouellet (Papineau):** Monsieur le Président, j'apprécie la réponse du ministre, et j'aimerais savoir si personnellement il est satisfait, comme le ministre des Transports a semblé l'être en cette Chambre plus tôt cette semaine en répondant à une question que je lui posais, qu'il y ait seulement deux grandes compagnies aériennes au Canada qui contrôlent quelque 90 p. 100 du marché. Pour le ministre de la Consommation et des Corporations, est-ce une situation tolérable?